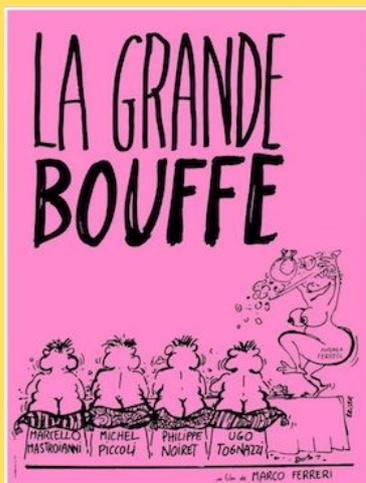


JOURNAL DU CHAOS

Faire, quand plus rien ne va pas, comme si tout allait. J. Prévost

Semaine 20 du 11 au 17/05 - 2020





Sauver notre patrimoine culinaire

Une seule certitude, la France ne peut pas vivre sans sa restauration, car sans ses bistrotts et ses auberges, ses hôtels et ses troquets, elle n'est plus tout à fait la France (...) Outre une atteinte à notre patrimoine gastronomique, dont il est à la fois la scène et l'atelier, la fermeture d'un restaurant entraîne ses fournisseurs dans sa chute et menace de mort tout un pan de l'agriculture française, non des moindres, celui qui assure la pérennité de nombreux bijoux alimentaires.

Politique

Après les propos du DG de Sanofi, Paul Hudson, affirmant que les US seraient prioritaires en cas de découverte par ses équipes d'un vaccin contre le Covid, Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'Etat à l'Economie, dénonce une décision "inacceptable". Edouard Philippe rappelle que « l'égal accès de tous au vaccin n'est pas négociable » avant le coup de grâce de l'Elysée qui affirme que « le vaccin doit être extrait des lois du marché ».

Il faut savoir que Sanofi est un groupe international à capitaux étrangers à 60%, dont l'Oréal détient 9,4% du capital et que le marché américain pèse une fois et demi celui de l'Europe. Cependant Sanofi effectue 45% de ses dépenses en recherche et développement en France et qu'elle perçoit à ce titre 150 M€ de crédit Impôt Recherche.

Alors qu'un nouveau cas a été détecté à Wuhan en Chine, la Corée du Sud et l'Allemagne refont marche arrière face à une recrudescence du virus. En cause, la crainte d'une deuxième vague. En Espagne, Madrid et Barcelone resteront soumis aux restrictions (bars, restaurants).

Philippe Martinez ne recule devant rien pour freiner le redémarrage de l'industrie au moment où le pays en a le plus besoin. La CGT a obtenu du tribunal du Havre la fermeture temporaire du site pour des vices de forme dans les obligations d'information-consultation précédant la reprise. 2600 personnes seront privées de travail lundi 11 mai.

C'est le parti communiste (PCF) qui a tapé le plus fort, en dénonçant en fin de semaine dans un communiqué « *la volonté d'imposer une reprise de l'activité à marche forcée pour relancer les profits quoi qu'il en coûte* ». Et on fait quoi pour empêcher un pays de sombrer, bande de tarés ? La connerie stalinienne à l'état pur !

C'est un désaveu cinglant adressé à l'exécutif. Alors qu'une majorité d'Européens estime que leur gouvernement a été « à la hauteur » de la situation durant la crise du Covid-19, les deux tiers des Français (66 %) pensent l'inverse.

Entre impéritie de l'exécutif et manque de clarté, 75 % d'entre eux estiment que le gouvernement ne leur a « *pas dit la vérité* », 74% pensent qu'il n'a « *pas pris les bonnes décisions au bon moment* », et trois quarts regrettent encore qu'il « *n'ait pas fait ce qu'il fallait pour aider les hôpitaux et les soignants* ».

Les mesures de déconfinement annoncées par le gouvernement laissent en suspens un certain nombre de questions dont on constatera les effets après leur reprise. Il s'agit notamment du retour progressif au travail, du comportement des usagers dans les transports publics et surtout de la réouverture des établissements scolaires.

Pas de panique avec la fin programmée du déconfinement lundi 11 mai. Notamment dans les transports, à la RATP et à la SNCF où la distanciation entre les personnes a été peu ou prou respectée tout comme le port du masque. Idem en matière de circulation où l'on n'a pas signalé d'interminables bouchons. Les commerçants ont repris le travail avec prudence eu égard aux normes de sécurité exigées.

Dans la bataille pour Paris, Rachida Dati ne faiblit pas et pilonne sa concurrente, Anne Hidalgo. Et ce d'autant que le candidat LREM a quasiment disparu depuis le départ d'Agnès Buzyn. Le PS est aux abonnés absents. Elle a donc le champ libre. Mais le camp du maire de Paris répond coup pour coup.

Elus locaux, syndicats, hauts fonctionnaires sont inquiets. Tous les sondages font état d'une colère à l'égard de l'exécutif et de sa gestion de la crise. Colère qui vient s'ajouter à la crise des Gilets jaunes et à la mobilisation importante contre la réforme des retraites.

« Il est difficile de lire dans la boule de cristal. Ce pendant, on voit bien que la fracturation de la société se creuse encore, l'affaiblissement de l'autorité de l'Etat s'accroît. La période "gilet jaune" n'est pas cicatrisée » commente un haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur. Et les échos recueillis auprès des élus locaux ne sont guère plus optimistes.

Depuis le retrait de Marion Maréchal et de Florian Philippot, le Rassemblement national manque singulièrement de figures médiatiques et ce ne sont pas Jordan Bardella ou Nicolas Bay qui font le poids. Conclusion, c'est Marine Le Pen qui fait le job. Pas suffisant pour être crédible afin d'assumer le pouvoir.

Mais à quoi joue la CGT ? Depuis le début de la crise sanitaire, le syndicat a multiplié les préavis de grève (chez les enseignants, dans les professions de santé, dans les Ehpad, etc.), en vain jusqu'à présent. Exception faite du tribunal du Havre qui a ordonné la fermeture Renault de Sandouville. Incompréhensible !

L'affaire des 35 heures revient sur le tapis. Pour Christian Jacob (LR), *« Il faut sortir du carcan des 35 heures »*. Même son de cloche chez les libéraux de l'Institut Montaigne et de l'Ifrap avec Agnès Verdier-Molinié, chauds partisans de l'abolition des 35 heures. Et avec le confinement, c'est le patron du Medef, Roux de Bézieux qui en rajoute. Pour l'heure, l'exécutif reste en stand by.

Et réponse de Muriel Pénicaud, la ministre du Travail : *« Ma préoccupation est de savoir comment 12 millions de Français actuellement au chômage partiel vont pouvoir retourner travailler en toute sécurité. Pour l'instant, la crainte porte plutôt sur des marchés atones et une activité insuffisante. Le droit du travail comprend déjà suffisamment de dispositions comme l'annualisation du temps de travail ou le recours aux heures supplémentaires. Je serai contente le jour où la question de la durée du travail se posera vraiment. »*

Selon *Le Canard enchaîné*, des masques en provenance de Chine ont été réétiquetés «tricotés en Béarn» à Pau. Une manœuvre que l'hebdomadaire attribue à François Bayrou, dans l'optique du second tour des élections municipales.

Les préfets de l'Hérault et de la Haute-Garonne ont interdit toute nouvelle manifestation des "Gilets jaunes" qui, après deux mois de confinement dû au coronavirus, avaient appelé à investir samedi 16/5 les rues de Montpellier et de Toulouse.

Elysée

Le président de la République, Emmanuel Macron ouvrira les manifestations commémoratives de l'année De Gaulle en se rendant le 17 mai dans l'Aisne sur les lieux de la bataille de Montcornet. L'année 2020 marque aussi un triple anniversaire pour le général De Gaulle, celui de sa naissance il y a 130 ans, de son décès il y a 50 ans et de l'appel du 18 juin 1940.

Dans les coulisses du pouvoir, une autre partition est donc en cours d'écriture, celle de l'«acte III» du quinquennat, qui doit permettre à Emmanuel Macron de se projeter vers la prochaine élection présidentielle. Et de reprendre le concept de réunir les bonnes volontés - entendez par là au-delà la droite et la gauche -, autour « d'une majorité de projet ».

Hésitations sur le confinement, non-dits sur les masques, appui aléatoire sur les scientifiques, gaffes et surmoi des ministres, dissensions entre Macron et Philippe... Depuis la mi-mars, la

gestion et la communication au sommet de l'Etat pédale dans la choucroute. Faut vraiment arrêter la déconne, les mecs !

Gouvernement

Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Education, est dans l'œil du cyclone pour s'être arrogé une liberté de parole pas toujours en accord avec le Premier ministre. « *L'Elysée et Matignon trouvent qu'il n'est pas précis et lui reprochent de trop parler, en ouvrant des portes qu'il n'a pas à ouvrir* », confie une source au sein de l'exécutif.

Le ministre de l'économie et des finances Bruno Le Maire a vu ses relations se tendre avec Édouard Philippe, convaincu qu'il participe aux manoeuvres de déstabilisation qui visent l'actuel locataire de Matignon. Mais l'Elysée est également agacé par l'omniprésence dans les médias de son ministre des Finances. En ce moment au sommet de l'Etat, c'est Règlement de comptes à Ok Corral ! Effet secondaire du coronamachin.

Nombre d'anciens conseillers de la catastrophique ministre de la santé Marisol Touraine sont aujourd'hui en poste, à différents échelons de l'Etat, pour répondre à l'urgence sanitaire. Cette galaxie socialiste du monde de la santé a rejoint en partie les rangs de la macronie quand les réseaux de droite s'activent, eux, depuis Matignon.

Recevant une équipe de BFMTV dans son bureau, Sibeth Ndiaye a tranquillement allumé une cigarette, au risque d'attirer les foudres du CSA sur la chaîne d'information. BFMTV a présenté ses excuses pour n'avoir pas coupé l'image. Reste que la porte-parole du gouvernement fumait sur son lieu de travail, dans un bâtiment public. S'il y avait que ça !

Amélie de Montchalin, secrétaire d'Etat aux Affaires européennes dénonce l'attitude des Anglais qui ne rentrent pas dans le dur des négociations avec l'UE et demandent à Michel Barnier d'accélérer les discussions pour boucler le dossier d'ici la fin de l'année.

Hôpital. Le versement de la prime et de leurs heures supplémentaires majorées promis par le gouvernement aux soignants prend du retard, faute de décrets publiés. Dans plusieurs hôpitaux, les directions ont recommencé la chasse aux économies à leur détriment. Dérapages isolés ou retour à une gestion comptable des soins ?

Le gouvernement n'entend pas soutenir le secteur de la restauration en abaissant son taux de TVA de 10 % à 5,5 %, même à titre temporaire. Alors que la demande en a été faite mardi, à l'initiative du patron-fondateur du Groupe Bertrand, Olivier Bertrand qui a signé, avec d'autres acteurs du secteur une lettre ouverte au secrétaire d'Etat au Tourisme, Jean-Baptiste Lemoyne.

Dans la nuit du 7 au 8 mai, le gouvernement a tout simplement fait supprimer par l'Assemblée nationale - et ses députés godillots - un amendement adopté par le Sénat la veille, qui prévoyait de protéger « *les ménages fragiles des frais et commissions pour incidents bancaires* ». Social, quand tu nous tiens.

Institutions

Le président de l'Assemblée Corse, Jean-Guy Talamoni n'entend pas être aux ordres de Paris en matière de déconfinement et compte bien appliquer un modèle corse, avec dépistage dans les zones ciblées, distribution de masques à tous les Corses et conditionner l'accès au territoire à la présentation d'un test négatif. Mais là, va falloir négocier... avec Paris.

L'Assemblée nationale a voté en première lecture le projet de loi prolongeant l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 10 juillet et qui « intègre les enjeux » du déconfinement progressif à partir du 11 mai.

L'impatience gagne les maires des grandes villes. Sans attendre la remise du rapport du Conseil scientifique - le 23 mai prochain - ils plaident très majoritairement pour l'organisation du second tour des municipales en juin.

« *Il y a beaucoup de déficits à combler : sociaux, pédagogiques, économiques mais aussi démocratiques* » tempête le maire de Dijon, l'ex-ministre François Rebsamen.

La désignation d'un premier président de la Cour des comptes interviendra au mois de septembre. Le poste pourrait échoir à la garde des Sceaux, Nicole Belloubet. Mais deux autres noms circulent : le LR Eric Woerth et Gilles Carrez, l'exécutif optant depuis l'ère Sarko pour un membre de l'opposition.

Une commission d'enquête sénatoriale sur les dysfonctionnements de l'Etat dans la lutte contre le Covid 19 pourrait voir le jour car Bruno Retailleau, patron du groupe LR et Patrick Kanner, son homologue au PS sont tombés d'accord sur le principe. La perspective de voir défiler ministres et hauts fonctionnaires devant cette juridiction inquiète l'Élysée.

La Poste est un service public. A ce titre elle doit respecter son cahier des charges, c'est une obligation légale. Or, pendant le confinement, La Poste a été gravement défaillante : bureaux fermés inopinément, tournées de facteurs supprimées, journaux non distribués. Il y a encore actuellement, de l'aveu même du PDG de La Poste, des milliers de lettres et de colis qui n'ont pas été distribués.

C'est devant un hémicycle clairsemé, mesures sanitaires obligent, que la loi contre la haine, dite loi Avia du nom de la députée franco-togolaise, Laetitia Avia a été définitivement adoptée par l'Assemblée nationale. (*voir Divers*)

Les sénateurs LR fourbissent de leur côté une saisine du Conseil constitutionnel. « *Non-conformité aux normes françaises et européennes garantissant la liberté d'expression* » et « *disproportionnalité* »... Quant au volet terrorisme et lutte contre la pédopornographie, il n'aurait pas à figurer dans le texte.

Médecine. La Paces (Première année des études de santé) et le « numerus clausus » doit être supprimés à partir de la rentrée 2020, comme prévu par la loi Buzyn de juillet 2019. Des quotas seront toutefois maintenus pour les futurs étudiants, dont les effectifs admis en deux et troisième années seront déterminés à partir de 2021 par les universités, en accord avec les Agences régionales de santé, selon les capacités et les besoins du territoire. Stupide.

Divers

Jean Sarkozy, le fils aîné de l'ex-président - qui a épousé Jessica Sebaoun une héritière Darty - vient d'être coopté au conseil d'administration de la firme de fringues Zadig&Voltaire. Il est également membre du CA de Golda Darty. Il est titulaire d'une maîtrise en droit privé et d'un master d'ingénierie financière de Sup de Co. On se souvient de sa rocambolesque nomination à la tête de l'Epad La défense grâce à papa.

Cinq anciens collaborateurs de la députée LREM, la Togolaise Laetitia Avia, prétendent qu'il y a un fossé entre les valeurs qu'elle défend publiquement et son comportement. Ils rapportent avoir été témoins de propos à connotation sexiste, raciste et homophobe de celle qui est à

l'origine d'un projet de loi, en discussion à l'Assemblée, contre la haine en ligne sur les réseaux sociaux. Et dénoncent également des humiliations à répétition au travail.

Geoffroy Roux de Bézieux (Medef) et Bruno Le Maire font plancher leurs services sur une transformation des prêts garantis par l'Etat (PGE) en un fonds garanti par l'Etat d'obligations subordonnées à échéance longue (dix ans) afin d'alléger la dette des PME-TPE.

Tambouille macro-machin

Une dizaine – voire plus – de députés pourraient quitter les bancs de la République en marche à l'Assemblée nationale et s'associer à une dizaine d'autres élus pour créer un neuvième groupe au Palais-Bourbon. Son nom : Ecologie, Démocratie, Solidarité.

La déflagration politique serait alors majeure, mettant fin à la majorité absolue dont jouit le groupe macroniste dans l'hémicycle depuis trois ans. Fragilisé par le départ de 18 députés depuis le début de la législature, le groupe ne compterait plus alors que 286 élus, contre les 289 nécessaires à une majorité absolue.

Parmi ces candidats, on trouve Aurélien Taché (Val-d'Oise), Guillaume Chiche (Deux-Sèvres), le mathématicien, Cedric Villani, parti en dissident à la conquête de Paris, Hubert Julien-Laferrière (Rhône) ou l'écolo, ex-PS, Delphine Batho. Aux manettes pour réussir ce joli coup, Matthieu Orphelin, proche de Nicolas Hulot.

Gilles Le Gendre (2^{ème} Paris), patron du groupe LREM à l'Assemblée nationale est de plus en plus contesté au sein de son propre groupe. En cause : sa gestion clanique et hasardeuse des parlementaires de la majorité qui a conduit au départ d'une vingtaine d'entre eux. Et met en péril la majorité du groupe à ladite assemblée.

Dans les rangs de La République en marche (LREM) à Paris et dans le 16^e arrondissement, une jacquerie s'organise contre la candidate LREM Hanna Sebbah. Dix-huit de ses colistiers ont envoyé un courrier aux patrons du parti Stanislas Guerini et Pierre Person pour réclamer l'éviction de la directrice associée de Havas.

Le bureau exécutif du mouvement a installé un groupe de travail baptisé « esprit de solidarité ». Il est placé sous l'autorité de Jean-Marc Borello et composé d'une dizaine de ministres afin de soumettre à Macron un projet très concret de propositions à mettre en œuvre post confinement. Avec une priorité : le social.

Près de 5000 sympathisants ont répondu à un questionnaire d'où il ressort, parmi les priorités, de repenser notre modèle économique, de relocaliser certaines industries. 50% d'entre eux pensent que la mondialisation a été trop loin.

Droite

Lors d'une téléconférence de presse donnée lundi 11/05, Damien Abad, président du groupe LR à l'Assemblée a déclaré : « *Je ne crois pas à une opposition frontale systématique* » au gouvernement s'entend, se proposant « *d'installer un nouveau style d'opposition* ». En proposant, par exemple, pour chaque réforme d'importance, un contre-projet.

Après deux mois d'absence, pour cause de contamination au Covid-19, Christian Jacob a regagné son bureau au siège du parti, rue de Vaugirard. Peu connu du grand public, l'homme n'en a cure puisqu'il n'est en rien candidat à la présidentielle. « *Mon job est de poser les rails* » pour une remise en forme des Républicains, héritage d'un lointain RPR.

« Mon mode de fonctionnement, c'est qu'il faut avancer comme un pack. On doit dire "nous" et pas "je", et quand on ne dit pas "nous", il faut dire "LR". Le "je" peut procurer un plaisir égoïste, mais il nous divise. Ceux qui pensent pouvoir jouer une petite équation personnelle se trompent » précise Christian Jacob.

Gauche

Soixante-trois députés de gauche ont déposé un recours devant le Conseil constitutionnel après la prolongation de l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 10 juillet. Selon eux, il viole le droit au respect à la vie privée.

Face au silence des partis de gauche, ce sont les ONG et les syndicats qui prennent le dessus et notamment la bande des huit initiateurs de l'appel « Plus jamais ça ! Préparons le jour d'après » signé par Attac, Greenpeace, Oxfam, Les Amis de la terre, CGT, Confédération paysanne, FSU, Solidaires. Les partis de gauche et les écolos veulent les rencontrer.

Femmes et élus de gauche emmenés par Clémentine Autain ont dénoncé le « coronaviril », la misogynie qui selon eux règne aussi bien « à droite qu'à gauche » en ces temps de crise. L'Académie française a tranché : on doit dire « la Covid-19 »

A l'initiative de l'ancien député frondeur de la Nièvre, Christian Paul et du journaliste Guillaume Duval, plus de 150 responsables politiques et intellectuel de gauche et écologistes dont Yannick Jadot, Olivier Faure du PS ou encore l'économiste Thomas Piketty appellent à organiser une convention pour réfléchir à une « alternative démocratique, écologique et sociale ».

De leur côté, des personnalités de tous horizons, journalistes, éditeurs, avocats, sociologues, philosophes, économistes, opposées à la politique du gouvernement qu'elles qualifient de "liberticide", ont créé un « Conseil national de la Nouvelle Résistance » (CNNR) pour proposer un mode de gouvernance alternatif.

Tous de gauche évidemment. Ce chaudron devrait accoucher d'une souris... ou plutôt d'un ouvrage collectif, *Résistons...ensemble pour que renaissent des jours heureux*, publié par Massot. On sait ce que donne les jours heureux à la sauce hollando-miterrandienne ! -

Société

Le confinement a fait apparaître un nouveau clivage social. Il y a ceux - des cols blancs en majorité - qui ont pu bénéficier du télétravail ; les soutiers ou cols bleus, obligés par leur fonction d'être sur le terrain (soignants, routiers, éboueurs, etc.) et ceux qui se sont retrouvés au chômage technique et qui craignent pour leur avenir (garçons de café, personnel hôtelier, etc.). Cette réalité ne sera pas sans conséquences tant pour le gouvernement que pour nos archaïques syndicats.

Pour le quasi million de saisonniers, l'année 2020 s'annonce à haut risque. Sont principalement touchés les secteurs de la restauration, de l'hébergement et des loisirs mais aussi les commerces.

Alors qu'hôtels et restaurants font travailler 150 000 saisonniers l'hiver et 300 000 l'été, le marché est aujourd'hui au point mort. Et les nouvelles règles de distanciation ont modifié la donne en réduisant l'offre d'environ 25%. Les plus touchés seront les étudiants précaires et ceux dont le CDD arrive à terme. Eté chaud en perspective.

Selon un responsable de Médecins sans frontières (MSF), « *Ce sont des aides à domicile, des femmes de ménage, des employés de restaurant dont les petites économies ont fondu en peu de temps et qui basculent dans l'indigence* » qui viennent accroître la demande d'aide alimentaire de 25 à 30%. Ce qui vaut pour la France, le vaut aussi pour l'Allemagne, et l'Angleterre où MSF a des équipes. Mais aussi l'Italie, l'Espagne, la Hollande, la Belgique.

Selon une note du Service central du renseignement territorial, la « *nette recrudescence des actes de dégradations et de sabotages* » n'est pas uniquement le fait des Roms ou de la CGT, mais des antifas et autres Black Blocs s'attaquant, entre autres, aux antennes relais pour perturber le télétravail.

Faits divers

La CFDT s'est élevée contre une affiche publiée par le syndicat CGT Info'Com sur les réseaux sociaux figurant le leader de la CFDT Laurent Berger et le patron du Medef Geoffroy Roux de Bézieux en « Sado et Maso », parlant de « message à caractère homophobe ».

« *Ces affiches sont ignobles. Elles sont une insulte pour l'ensemble des salariés et agents qui votent pour la CFDT, ainsi que pour ses adhérents* », a estimé le syndicat, qui dénonce également un message à caractère homophobe.

Le président de l'association cherbourgeoise Itinérance, Jean Dussine, 64 ans, qui vient en aide aux migrants depuis 2016, a été battu à mort à son domicile alors qu'il dormait. Un migrant afghan a été placé en garde à vue dans cette affaire. La victime avait l'habitude d'héberger chez lui des candidats à l'immigration et à les aider dans leur démarches administratives.

Devenu l'assistant d'un député La REM après avoir été un très proche collaborateur d'Olivier Véran, le Maghrébin Tewfik Derbal se fait épingle. Il a « *cherché en pleine pénurie de masques de protection à monnayer son entregent auprès du nouveau ministre de la Santé pour toucher une commission sur l'achat de masques FFP2* ».

A Calais fin avril, la Société nationale de sauveteurs en mer a été victime en pleine nuit de trois cambriolages successifs, les voleurs visant les embarcations pour les revendre à des migrants voulant rejoindre la Grande-Bretagne.

Migration/islam

Le 30 avril 2020, a été signé le décret publiant l'accord du 31 mars 2017 entre la Tunisie et la France, permettant l'organisation de cours de langue arabe du CE1 au CM2. Cet accord avait été signé par Najat Vallaud-Belkacem, à l'époque ministre de l'éducation nationale.

Ce n'est pas en rappelant aux immigrés leurs origines qu'on les intégrera, et souhaitons que nos gouvernants soient un peu plus préoccupés de la préservation de notre identité.

Confinement oblige. L'agence européenne de garde frontières Frontex a constaté un arrêt quasi total des arrivées sur le continent, avec 900 franchissements illégaux détectés en avril, le chiffre le plus bas enregistré depuis la mise en œuvre d'une collecte de données, en 2009. La plus forte baisse a été enregistrée en Méditerranée orientale.

Selon un député européen EELV : « il y a des refoulements massifs, en contradiction totale avec les engagements internationaux. Les Etats se réfugient derrière la crise sanitaire, mais c'est un argument facile et les droits humains sont encore plus bafoués. » Logique, et pourvu que ça dure.

Ecologie/ sciences & techniques

Une petite entreprise française, AppCell - sise à Beaucouzé dans la Haute-Loire -, a conçu un masque d'un nouveau genre qui permet des volumes de production hors norme.

Outre le confort qu'offre ce masque, c'est surtout son mode de production qui est quasi révolutionnaire via une rotative qui pourrait produire jusqu'à 300 millions de masques par semaine. L'entreprise a déjà reçu toutes les certifications nécessaires.

Economie

Depuis deux mois, sous le choc de l'épidémie, l'économie hexagonale s'est effondrée. Le PIB national a plongé de 5,8% selon l'Insee. Paris paie un tribut plus lourd que ses voisins. A cela plusieurs raisons dont la première tient aux conditions très rigoureuses imposées par rapport à nos voisins.

La difficulté du gouvernement à fixer une ligne claire sur les principes sanitaires et les conditions du retour à l'activité ont découragé de nombreux actifs de reprendre leur travail durant le confinement.

« Il est largement admis que la communication du gouvernement dans cette période a été imprécise, défailante, voire carrément trompeuse » estime un économiste. Par ailleurs, le très généraux chômage partiel a eu des effets pervers. Ainsi, certaines entreprises en capacité de réouverture peuvent se dire que la situation n'est pas assez propice. Une chose est sûre, la reprise sera casse-gueule.

Capitalisme pas mort. En à peine deux mois, Wall Street a digéré l'un des pires krachs de son histoire. Après avoir dévissé début mars de près de 30 %, la Bourse américaine est revenue au niveau d'avant crise sanitaire. Le S&P 500, l'un des indices phares, est plus haut qu'en mai dernier. À titre de comparaison, le CAC 40, l'indice vedette de la Bourse de Paris, est toujours 25 % inférieur à son niveau de mi-février.

« Les petits sous-traitants français du secteur aéronautique fragilisés par la crise ont besoin de plusieurs milliards d'euros », a déclaré Éric Trappier, président du Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (Gifas) et, par ailleurs, PDG de Dassault Aviation. Un tiers des 200 000 employés du secteur est actuellement en chômage partiel. Bruno Le Maire, a promis d'engager de nouvelles discussions pour aider le secteur,

Parole de bon sens de Richard Girardot, président de l'Ania, l'association des industries agroalimentaires : *« Si le dogme du « toujours plus bas » sur les prix perdure, on comptera les faillites en masse dans l'agriculture et l'agroalimentaire »*.

Pour le patron du puissant syndicat de la métallurgie (UIMM), Philippe Darmayan : *« La crise liée au Covid19 est beaucoup plus brutale que celle de 2008; nous sommes face à un risque de déclin majeur de l'industrie si elle ne se redresse pas de toute urgence. Et quand je dis urgence, c'est tout de suite »*. Les chiffres d'affaires ont baissé de 20 à 50% par rapport à février.

La crise nécessite aussi, dans certains secteurs, *« un bouclier douanier aux frontières de l'Europe, la zone du monde la plus ouverte, où les risques d'un dumping et d'importations massives sont bien réels »*. Surtout en provenance des pays asiatiques, et particulièrement de Chine, qui ont redémarré leur industrie.

Et Philippe Darmayan de préciser : « *Les causes de la perte de compétitivité de notre industrie, qui font que nous sommes distancés par l'Allemagne et l'Italie, n'ont pas disparu par magie : les charges fiscal-socials et l'obsolescence de l'outil industriel.* »

La nouvelle économie ne semble guère se porter mieux que l'ancienne. C'est le cas pour Uber et Airbnb qui licencient. Dara Khosrowshahi, le patron d'Uber, vient d'annoncer la suppression de 3 700 postes, soit 14 % de l'effectif mondial, et la fermeture définitive des 180 centres de services aux conducteurs.

Quant à Airbnb, son fondateur et dirigeant Brian Chesky, autre milliardaire de San Francisco, reconnaît une perte prévisible d'un milliard de dollars, la plus forte et brutale chute financière jamais constatée aux Etats-Unis.

Culture/médias

Bonne initiative. L'édition du *Parisien* en date du lundi 121 mai a été vendue avec un masque jetable au prix de 2,10 €. Le journal, propriété du groupe LVMH, a commandé 60 000 masques chirurgicaux à usage unique, a précisé sa direction.

Le groupe *La Dépêche du Midi*, propriété du franc-maçon radical Jean-Michel Baylet, aurait demandé un prêt garanti par l'État (PGE) auprès de Bercy. Le montant avoisinerait les 30 millions d'euros. Rappelons que le groupe comprend également *Le Midi Libre*, *l'Indépendant*, *Midi Olympe* et *la République des Pyrénées*.

C'est encore un bruit de couloir, mais Laurent Joffrin, 67 ans, le directeur de la rédaction de *Libération* souhaiterait se mettre en retraite de ses fonctions actuelles qu'il assure depuis 2014. Clément Delpirou, l'autre cogérant du journal est sur le départ. Il rejoindrait SFR Presse (Altice Medias) comme directeur général.

Les Tuche 4, les feuilletons comme *Un si grand soleil* ou *Perfect mother* avec Julie Gayet pour TF1 sont parmi les 500 projets de tournage (150 au cinéma, 350 en télévision) qui ont été stoppés net le jour du confinement. Le secteur s'est découvert non assuré. Macron a promis de les aider et Franck Riester, ministre de la Culture planche à son élaboration.

Les tensions sociales s'accroissent dans le secteur de la distribution de la presse, alors que la coopérative en charge des quotidiens et celle des magazines, toutes deux actionnaires de Presstalis, n'ont pas réussi à s'entendre sur un plan de sauvetage de leur société que l'Etat pourrait accepter de financer.

Europe

Union européenne. La Cour de justice de l'Union européenne s'est dite «seule» compétente pour juger de la conformité des actes des institutions de l'Union, dont ceux de la Banque centrale européenne. Le 5 mai, la justice allemande avait sommé la BCE de rendre des comptes.

La Commission européenne montre les dents. Elle envisage en effet des sanctions contre l'Allemagne après l'arrêt rendu par la Cour suprême allemande sur les rachats de dettes de la Banque centrale européenne. L'arrêt de Karlsruhe remet en effet en question la primauté du droit européen. « *Il y a là un risque systémique* » estime un diplomate européen.

La Russie représente 30% des importations de pétrole de l'Union européenne. C'est 9% pour l'Irak et 7,5% pour l'Arabie saoudite

Allemagne. Si l'Allemagne se désengage de l'aventure européenne perçue par la Cour constitutionnelle comme une menace pour les intérêts allemands, l'UE et donc l'euro n'y survivraient pas, sa solidarité financière étant indispensable pour espérer surmonter la profonde récession qui s'annonce. Angela Merkel a renouvelé sa confiance dans l'Euro renvoyant les juges à leurs études.

Deux jours après l'annonce d'un assouplissement des mesures de restriction, certains cantons ont vu repartir à la hausse le nombre de contaminations à l'échelle locale. En Rhénanie du Nord-Westphalie, un important foyer de Covid-19 a vu le jour à Coesfeld dans une usine de transformation de viande, dont plus de 100 des 1 200 employés ont été infectés.

C'est aussi le cas dans le Schleswig-Holstein où un abattoir a enregistré 109 cas de contamination ; c'est le cas aussi en Thuringe où des établissements pour personnes âgées 85 ans ont été recensés.

Angleterre. En plein confinement, la police londonienne avait noté le nombre très inhabituel de joggers parmi les immigrés. Après surveillance, il s'est avéré que nombre de ces néo-sportifs étaient en réalité des dealers qui poursuivaient ainsi leur activité, les transactions entre trafiquants et clients se faisant discrètement en pleine course.

Autriche. Le ministère de la Santé a mis au point un redoutable système de dépistage. Des jeunes du service civil effectuent des tests à domicile tandis que des agents s'efforcent de bloquer les chaînes de contamination en trois jours. Et la population est appelée à composer un numéro d'urgence pour signaler toute suspicion de coronavirus. Au total, ce 11 mai, ce sont seulement 620 cas de décès recensés.

L'ex-ministre des Affaires étrangères autrichienne, Karin Kneissl, nommée par le parti d'extrême droite FPÖ en 2017, avait eu son moment de célébrité en invitant Vladimir Poutine à son mariage et en dansant avec lui.

En 2019, elle quittait le gouvernement. En 2020, en plein confinement, elle se sépare de son mari, qu'elle accuse de violences conjugales. Mais tout n'est pas perdu : elle est devenue éditorialiste à Russia Today!

Grèce. Rien ne va plus. Le gouvernement a adopté des mesures de soutien représentant 6,5% du PIB. Ce qui devrait faire grimper la dette du pays de 180 % du PIB à bien plus de 200 % cette année.

Hongrie. Après avoir hurlé contre le vote des pleins pouvoirs accordés à Viktor Orbán, les autorités européennes reconnaissent que le Premier ministre n'abuse pas de ses pleins pouvoirs. Ce n'est pas pour autant qu'il est devenu libéral. La ministre de la Justice, Judit Varga affirme que l'état d'urgence sera levé dès que la crise sanitaire le permettra.

Viktor Orbán a refusé de signer la convention internationale d'Istanbul dédiée à la lutte contre la violence faite aux femmes. Motif : ce traité encourage les idéologies de genre et surtout l'immigration illégale. Orbán ne lâche rien.

Italie. Le gouvernement italien a décidé de régulariser temporairement des clandestins travaillant dans les domaines de l'agriculture et de l'aide à domicile, afin de leur garantir une couverture santé face à la crise du coronavirus.

Chaque été, des milliers d'ouvriers agricoles africains, mais aussi bulgares et roumains, viennent dans la péninsule pour récolter fruits et légumes. Souvent payés un salaire de misère et vivant parfois dans des camps aux conditions d'hygiène déplorables, beaucoup sont exploités par des organisations mafieuses.

Lettonie. Un des trois grands quotidiens nationaux, le *Neatkariga Rita Avize*, a définitivement abandonné sa version papier pour se consacrer uniquement au web. Résultat, son tirage papier qui était de 60 000 exemplaires en 2005 était tombé à 10 000 avant le passage au numérique.

Russie. La Russie a accusé Washington de « déformer » le rôle de l'URSS dans la défaite de l'Allemagne en 1945, disant vouloir une « conversation sérieuse » avec les responsables américains. Vendredi 8/5, un communiqué de la Maison-Blanche ne mentionnait parmi les vainqueurs des nazis que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne.

Au total, depuis le début de la pandémie 242 271 personnes ont été testées positives à la Covid-19 en Russie, parmi elles plus de 48 000 se sont rétablies et 2 212 patients sont décédés des suites du coronavirus. Cependant le taux de mortalité en Russie reste relativement faible par rapport à d'autres pays touchés par la maladie.

Slovénie. Depuis le début de la crise du coronavirus, la Slovénie a dépensé 266 millions d'euros pour des équipements médicaux. Mais des sommes importantes ont fini dans les poches d'hommes politiques proches de la coalition au pouvoir, a révélé une enquête de la télévision nationale.

International

Etats-Unis. Un virage à 180 degrés. Le chômage était au plus bas depuis 50 ans en début d'année (à 3,5 % de la population active), la pandémie de coronavirus l'a fait bondir à un plus haut historique. Le taux de chômage s'est envolé à 14,7 % de la population active en avril, pour toucher plus de 23 millions de personnes, selon les chiffres publiés par le Bureau of Labor Statistics (BLS).

Au secours, ils réclament de la démocratie !

Par Natacha Polony*



Vous ne le saviez pas, mais un danger nous guette. Bien plus sournois que le virus. Bien plus terrible que la crise économique et sociale qui se dessine. Nous avons assisté, effarés, à la paralysie d'un système fondé sur le court terme, le flux tendu et la dépendance à des approvisionnements en provenance de l'autre bout du monde, nous avons vu un Etat impuissant parce que imprévoyant, réduit à mentir parce qu'il avait renoncé depuis des décennies à ses prérogatives

et à sa capacité d'action, nous avons constaté les conséquences de ce dogme aberrant de l'abandon des filières industrielles et agricoles que devaient remplacer le tourisme et le loisir. Les mêmes aberrations qui provoquent la destruction des sols et de la biodiversité et les émissions de gaz à e et de serre par des millions d'avions et de porte-conteneurs géants créent des fragilités que le virus a révélées... Mais tout cela n'est rien devant le risque majeur, celui de voir des citoyens tentés par la « fermeture », le « populisme » ou le « nationalisme ».

L'avertissement est lancé au fil des éditoriaux et des commentaires de plateau télé par tout ce que la France compte de vigies de l'idéologiquement correct. Pensez donc, avec ces histoires de relocalisation, ces critiques de la mondialisation néolibérale, certains pourraient basculer du côté obscur... Heureusement qu'il reste des repoussoirs, Trump, Johnson, Orbán ou Bolsonaro, à jeter à la figure des téméraires qui s'imagineraient que le monde d'après doit s'éloigner un peu trop du monde d'avant. Il suffit de les a affubler du qualificatif « souverainiste », et le tour est joué ! « Tout ce que j'ai toujours prôné s'écroule, j'ai passé mon temps à diaboliser ceux qui alertaient ou qui proposaient des alternatives en les renvoyant systématiquement à l'extrême droite, mais, attention, il ne faudrait pas admettre que je me suis planté et qu'ils avaient raison. Le souverainisme, c'est Trump, c'est Bolsonaro, et c'est très mal. D'ailleurs, face au virus, ils sont irresponsables. » Ceux-là n'ont rien à voir avec une quelconque défense de la souveraineté du peuple ? Ils affichent un nationalisme mâtiné d'ultralibéralisme ? On n'est pas à ça près. S'il fallait en plus pratiquer l'honnêteté intellectuelle...

On a donc vu, depuis le début de cette crise, fleurir les critiques outrées contre l'« escroquerie souverainiste » (ça, c'est sous la plume de Laurent Joffrin, mètre étalon de la pensée conforme et téléphoneur du soir de François Hollande, ce président dont le bilan rayonne aujourd'hui), les rappels de cette merveille que fut l'action des instances fédérales de l'Union européenne (puisque il vaut mieux éviter de rappeler que les traités régissant cette Union ont favorisé la désindustrialisation massive et empêché toute forme d'indépendance économique et stratégique) et, même, un couplet de Daniel Cohn-Bendit contre le « *nationalisme déplorabile* » des Etats européens. C'est sans doute ce nationalisme atavique qui provoque la colère et le dégoût exprimés par les Italiens depuis qu'ils ont été abandonnés à leur sort... Dans un autre style, Etienne

Gernelle, patron du *Point*, expliquait sur France Inter jeudi 7 mai que Nicolas Hulot, qui s'oppose aux traités de libre-échange, est en fait d'extrême droite. Mieux, puisque la mondialisation et le libre-échange ont sorti de la pauvreté des millions d'êtres humains, être opposé aux traités de libre-échange signés en toute opacité par l'Union européenne avec le Vietnam ou le Mexique, c'est être un vrai salaud. Il n'effleure pas une seconde l'esprit de notre fringant analyste que le problème n'est pas la mondialisation mais la dérégulation, laquelle a permis que cette extension des échanges se fasse sur le dos non pas des plus riches, qui se sont encore enrichis, non pas des multinationales, qui ont atteint des capitalisations stratosphériques et caché des montagnes d'argent dans les paradis fiscaux, mais des membres des classes moyennes et populaires des pays occidentaux, qui, en plus, se font traiter d'égoïstes et de salauds.

Tous ces aimables commentateurs ont vu leur monde s'effondrer. La social-démocratie comme le néolibéralisme décomplexé ont applaudi à la dérégulation, aux obsessions gestionnaires qui réduisaient le champ des services publics pour éviter de s'attaquer à l'optimisation fiscale, à la désindustrialisation au nom de la modernité, au dumping social et fiscal au nom de la « libre circulation » des capitaux. Alors, pour éviter de constater le naufrage, il faut laisser croire qu'il n'y a pas d'autre choix. Trump, Bolsonaro, Marine Le Pen, il faut à tout prix souligner combien ils ont été lamentables, combien ils ont dit d'âneries durant cette crise... Et c'est vrai. Sauf que, à aucun moment depuis le déclenchement de la pandémie – et c'est d'ailleurs le plus rassurant –, on n'a perçu un élan des foules vers des discours nationalistes ou autoritaires. Ce qui s'est manifesté n'a rien à voir. C'est un appétit de maîtrise, osons le mot, de souveraineté. Une envie de rebattre les cartes pour préserver la planète et retrouver la promesse de justice qui donne son sens à notre pacte social. Une exigence de démocratie. Visiblement, ça en fait trembler certains.

(*) *Natacha Polony est directrice de la rédaction de Marianne. Source : Marianne du 14/5/2020.*

Sites à consulter

[TVLibertés](#)

[message de l'Observatoire du journalisme](#)

[une bien curieuse affaire](#)

[anatomie du chaos](#)

[le coût de l'immigration](#)

[Michel Onfray nous parle du coronavirus et de ses conséquences](#)

[Natacha Polony et le déconfinement](#)

[l'excellente chronique d'A moy que chault de Xavier Eman](#)

Journées de lecture

***Le secret néolibéral*, par Jean-Luc Gréau, Gallimard, coll. Le débat, 160 p., 15 €**

L'auteur affirme que, dans cette expérience libérale, les financiers se sont progressivement arrogé tout le pouvoir, aussi bien dans les Etats que dans les entreprises. Depuis 2008, une nouvelle étape a même été franchie puisque, grâce aux politiques de *quantitative easing* (création monétaire), les banques centrales subventionnent les banques et les marchés financiers.

***Paul-Morand-Roger Nimier, Correspondance 1950-1962*, Gallimard, 464 p., 34 €**

Suite leur rencontre au sortir de la guerre, ils ne se quitteront plus. Sauf que Nimier est rivé à ses tâches chez Gallimard alors que Morand, exilé en Suisse, galope à travers toute l'Europe et adresse ses lettres de Venise, Londres, Tanger, Gibraltar etc. A l'occasion, Nimier le rejoint à Vevey en Suisse où il est accueilli à bras ouvert. De ces rencontres naîtra cette correspondance à nulle autre pareille. Sa mort brisera le cœur d'un Morand qui n'en avait pas.